



COMMUNIQUÉ DE PRESSE

Saint-Denis, le 15 mars 2018

La bataille du rail a commencé !!

Le gouvernement a confirmé dans son intégralité son « pacte ferroviaire », démontrant que la concertation avec les organisations syndicales n'était qu'une simple explication de texte sans réelle volonté. A cela, il a choisi la violence politique en passant par ordonnances pour imposer son projet. Face à l'impopularité croissante de son acharnement sur les services publics et alors qu'il faut aller vite pour que les citoyens et les usagers ne prennent pas conscience du hold up sur le bien public en cours, le gouvernement choisi donc le passage en force !

Le gouvernement n'aborde pas la dette publique du système ferroviaire affectée dans les comptes de la SNCF alors que c'est aujourd'hui le vrai problème. Ce projet de pacte ferroviaire, c'est simplement définir les conditions dans lesquelles l'Etat va livrer, clés en main, les marchés TER, le matériel et les hommes... Dans les mains des grands groupes privés qui sans aucun investissement vont pouvoir venir faire des bénéfices sur l'argent public, avec le bien public !

Le Pacte Ferroviaire d'E. Philippe, c'est un transfert aux régions des infrastructures ce qui va entraîner d'immenses inégalités territoriales, une dérégulation tarifaire et des fermetures de lignes en masse. C'est le désengagement de l'Etat du service public ferroviaire avec le passage en S.A de SNCF ; la filialisation du FRET : le transfert des salariés, du matériel, des ateliers ... C'est un dépeçage en règle de l'entreprise publique au profit des groupes privés que propose le gouvernement Macron ; En confirmant l'ouverture à la concurrence du TGV en Open Access, les nombreuses dessertes non rentables vont voir leurs prix augmenter et les collectivités seront mises à contribution si elles veulent garder leurs dessertes.

SUD-Rail en appelle à l'intervention des cheminots, des usagers, des associations et des élus pour faire entendre raison à ce gouvernement ; ce pacte ferroviaire n'est bon que pour les actionnaires au détriment de la collectivité et des salarié(e)s.

C'est la voie du rapport de force qu'a choisi le gouvernement, les cheminots y répondront avec détermination par un mouvement fort et reconductible pour exiger un monopole public du transport ferroviaire dans une entreprise unifiée ; le développement du report modal pour moins de camions et plus de FRET SNCF et la reprise intégrale par l'Etat de sa dette.

SUD-Rail appelle donc les usagers, les associations et les élus, à soutenir les cheminots en lutte !!